

A l'offensive pour ouvrir le champ des possibles

Après un quinquennat marqué par un déferlement d'un néolibéralisme doublé d'autoritarisme qui n'a pu être contenu que partiellement par des mobilisations, notamment syndicales, le résultat de l'élection présidentielle laisse un goût amer. Une double amertume désastreuse, celle de l'absence d'un débouché politique aux urgences sociales et écologiques et celle du renforcement de l'extrême droite et de ses idées, nourrie entre autres par les politiques antisociales des gouvernements successifs.

Dans un contexte frappé par l'atomisation des partis traditionnels et une forte abstention, l'irruption dans le paysage politique d'un troisième bloc confirme qu'une part significative de la population – et encore davantage parmi les personnels des écoles – plébiscite une rupture avec les politiques en cours. La question sociale n'a pas disparu et reste centrale, ce qui ne peut que nous conforter dans notre projet syndical d'une école émancipatrice et démocratique dans une société débarrassée des oppressions.

Ces résultats nous obligent à analyser cette situation politique qui redonne espoir à notre camp social, d'autant que le rassemblement à gauche s'opère sur la base d'éléments programmatiques proches du projet porté par le syndicalisme de transformation sociale et écologique. Les élections législatives revêtent donc un enjeu important dans l'objectif de disposer de l'assise la plus large au relais de nos revendications syndicales.

Comme nous l'avons fait pour l'élection présidentielle, nous avons à convaincre notre champ syndical de se rendre aux urnes, car une abstention forte dès le premier tour aurait des conséquences sur le maintien des candidat-es des forces de progrès social au second tour et rendrait compliqué le rééquilibrage du rapport de forces au niveau

national. Cela passe par notre intervention dans la période pour poursuivre le travail d'explicitation des méfaits du projet néolibéral et de celui de l'extrême-droite, en totale opposition avec les revendications que nous portons et sur lesquelles ont réussi à se rassembler une partie de la population, notamment la jeunesse et les quartiers populaires.

Mais, sans assujettir l'outil syndical aux organisations politiques, il nous faut certainement faire des pas supplémentaires au vu de l'urgence sociale et climatique, qui passe par la rencontre de la nouvelle union populaire écologique et sociale, et la prise d'initiatives (appel de syndicalistes, du mouvement social...) pour permettre une bifurcation des politiques menées de plus en plus indispensable.

Rompre avec la ligne néolibérale de Macron

A la différence de son premier mandat où il avait pu bénéficier d'un vote d'adhésion à son programme, Macron est devenu l'un des présidents les plus mal élus de la Vème République, dans un contexte de duel avec l'ED et d'abstention élevée. Il porte l'entière responsabilité de cette situation : la présence et l'augmentation du score du RN sont les conséquences de la politique néolibérale et autoritaire menée depuis 2017, qui a eu pour conséquence la fracturation de la société, en lien avec les cadeaux pour les plus riches et l'accroissement des inégalités. Humilier les privé-es d'emploi en leur intimant de traverser la rue, empêcher les non-vacciné-es de travailler plutôt que de s'atteler à une vraie campagne de vaccination, prendre des mesures antisociales sans se soucier de la jeunesse et des quartiers populaires nourrissent le vote pour l'extrême-droite

comme l'abstention.

Son soudain intérêt pour les questions écologiques et sociales ou l'annonce du recul à 64 ans de l'âge de la retraite ne trompent personne, ni ne remettent en cause un programme visant à saper les services publics, remettre en cause les solidarités et continuer à creuser les écarts au profit des plus riches. Le SNUipp et la FSU doivent clairement s'inscrire dans une logique de rupture, sur la base du bilan des cinq dernières années, et adopter une ligne à l'offensive en fixant des lignes rouges, notamment sur la réforme des retraites ou vis-à-vis du ou de la prochain-e ministre de l'Éducation nationale. C'est en s'inscrivant dans un front uni contre le néolibéralisme que le syndicalisme de transformation sociale et écologique redonnera confiance dans la capacité du mouvement social à construire le rapport de forces nécessaire pour rompre avec l'existant.

Construire les luttes pour gagner

Au fil de ces cinq dernières années, le syndicalisme de transformation sociale a multiplié les grèves et mobilisations, notamment lors de la réforme des retraites, ce qui, conjugué à la pandémie, en a permis la suspension. Notre syndicalisme – le SNUipp et la FSU – a ainsi pris toute sa place pour faire reculer et contrecarrer les projets de cette politique de renforcement des inégalités sociales et scolaires. Dans l'éducation, la grève historique du 13 janvier a permis une forme d'irruption de la question de l'école dans la campagne électorale et devrait amener à la non-reconduction de Blanquer. Cette grève a bousculé également la stratégie de construction des mobilisations. Notre écoute constante des personnels et notre campagne permanente de conviction ont permis une accélération du tempo et un appel volontariste, provoquant ainsi l'unité.

Renforcer le lien avec les personnels est un enjeu majeur pour notre syndicalisme. Ce lien a été abîmé par la loi de transformation de la Fonction publique qui a cassé le paritarisme et nous a dessaisi de notre rôle

dans la gestion des carrières. Sans forcément réinventer totalement ce lien, qui doit perdurer avec la défense individuelle des personnels et notre objectif de retrouver des règles collectives protectrices, il s'agit bien de le (re)tisser davantage sur d'autres terrains comme par exemple les questions de métier à diffuser au plus proche du terrain et pour lesquelles nous devons réfléchir à comment mieux les intégrer dans notre syndicalisme.

Mettre en perspective un avenir plus désirable

La crise sanitaire est venue éclairer de façon plus saillante des traits fondamentaux de nos sociétés modelées par des décennies de capitalisme mondialisé : un creusement général des inégalités dont profite une minorité, un clivage nord-sud, une intrication de la question climatique et des fondements même de l'organisation capitaliste de nos sociétés, des décisions politiques – comme l'absence de levée des brevets – prises contre les peuples...

A côté des mobilisations syndicales « classiques », ces dernières années ont vu surgir trois types de mouvements sociaux originaux sur le terrain de l'écologie, du féminisme et de la lutte contre les discriminations, en particulier l'antiracisme et l'antifascisme. Le fait qu'une part importante des personnels des écoles, et notamment les plus jeunes, y participe, ou se dit prête à se mobiliser sur ces questions, renforce la nécessité pour notre syndicalisme d'investir ces trois champs.

Aujourd'hui il y a une urgence climatique et sociale à changer de société et à rompre avec les politiques néolibérales qui nous conduisent dans le mur. Au-delà des luttes sociales immédiates à construire sur le terrain de l'éducation, des retraites ou des salaires, c'est en nous engageant dans le renforcement de la gauche politique et syndicale que nous mettrons en perspective un avenir plus désirable, en imposant, sur la base de propositions sociales et environnementales, des alternatives au modèle responsable de la crise écologique et sociale.